

Titre : « **Echange autour du projet urbain : techniques d'animations et dispositions des acteurs** ».

Khedidja MAMOU (Univ Paris Ouest Nanterre la Défense / CRH-LAVUE)

Mail : picri_mamoukhedidja@yahoo.fr

Résumé

En partant de l'analyse croisée de dispositifs participatifs autour de projets urbains en Région Ile de France, nous proposons de centrer notre regard plus particulièrement sur les outils de la participation dans des conditions d'échanges situés, en « face à face ». A travers une observation des techniques d'animations adoptées par différentes équipes, dans le cadre de réunions de travail en groupe et/ou d'ateliers urbains participatifs, nous analyserons le type et la qualité des échanges qui s'y déroulent. Dans un premier temps, nous verrons comment la pluridisciplinarité des équipes met à jour des formes de « cohabitations forcées », interrogeant la notion d'expertises croisées. Dans un deuxième temps, nous analyserons les outils/supports utilisés par ces différentes équipes laissant entrevoir des pratiques non encore stabilisées et des positionnements multiples. Nous verrons comment les dispositions spatiales (qu'elles soient organisées ou non) influent sur la qualité des échanges, révélant des dispositions des acteurs à faire émerger des prises de parole.

Abstract¹

Through an analysis of participation processes on urban projects in Region Ile-de-France, we will focus more particularly on the tools of the participation in exchanges "face to face". Through an observation of the techniques of animations adopted by various teams, in working meetings and/or participative urban studios (workshops), we shall analyze the quality of the exchanges which take place there. At first, we shall see how the multidisciplinary of the teams updates forms of "forced cohabitations", questioning the notion of "crossed expertises". Secondly, we shall analyze tools and supports used by these various teams, which let us observe non stabilized practices. We shall see finally how the spatial location of each one (organized or not) influence the quality of the exchanges, revealing capacities of the stakeholders to bring voicing of opinions, of expressions.

¹ **Exchange on urban projects: techniques of animations and capacities of the actors**

Mon travail de thèse intitulé : « échange autour du projet urbain : quels savoirs partagés ? » porte un regard sur des processus de concertation en Ile de France, autour de deux cadres d'échanges : les ateliers de travail urbain et les réunions régulières de travail en groupe.

L'enquête est menée sur cinq processus de concertation autour de projets urbains de natures différentes (un projet de renouvellement urbain, deux « éco projets », un atelier de recherche-action² et un atelier de programmation architecturale et urbaine). A l'intersection d'une sociologie de l'action et des professions, la méthode élaborée met principalement en place une description ethnographique des échanges et s'inspire entre autre, de la microsociologie d'Erving Goffman. Il est ainsi question de décentrer le regard, d'« analyser cette relation en situation et d'étudier la politique comme une activité » quotidienne. (CARREL, NEVEU, ION, 2009)

Il s'agit de voir quelle place ces dispositifs, présentés par les maîtrises d'ouvrage, mais aussi parfois par les équipes en charge de la concertation ou les habitants, comme des « exemples » de concertation, laissent à la parole individuelle et/ou collective. Nous nous intéressons ainsi à analyser dans quelles mesures les contextes relatifs aux cadres d'interactions, dans des conditions d'échanges situés, en « face à face », offrent ou non des marges de manœuvre sur les possibilités du « dire » et du faire pour les différents participants, laissant des marges d'engagement et de prise de décisions.

En partant d'une généalogie des instances de concertation urbaine (BERGER, 2009 ; NOJON, 2006), ce travail s'intéresse plus précisément à saisir l'émergence des ateliers/réunions de « co production » autour du projet urbain. A travers une analyse comparative³, nous tentons de saisir les raisons qui poussent certaines collectivités territoriales à initier (et donc à opter pour) de tels formats de concertation et de saisir quels enjeux et difficultés sont formulés, en amont.

En entrant dans le déroulé même de ces processus⁴, il s'agit de voir quelles réponses sont apportées par les différentes équipes répondant à la commande, en donnant à voir, de manière concrète, le contenu et la forme matérielle de ces processus. S'intéressant à cerner les écarts pouvant exister entre la manière dont les professionnels de la ville communiquent le projet urbain, et la réception par les futurs destinataires des projets. Nous apportons ainsi un éclairage sur les registres d'échange en jeu, et notamment ceux liés aux prises de parole et aux traductions.

En s'intéressant plus particulièrement aux formes d'apprentissages, il s'agit de voir comment se mettent en place de nouvelles pratiques professionnelles et citoyennes dans ces expériences, en tentant d'analyser les types de compétences, savoirs et savoir-faire qui sont engagés et/ou émergent dans l'échange et de voir comment ceux-ci circulent et se stabilisent.

Dans le cadre de cette communication notre analyse prend comme point de repère les animateurs de la concertation ou « artisans de la participation (CARREL, 2004). Il nous semble que se focalisent autour de ces acteurs des enjeux particuliers touchant à la configuration (ou à la reconfiguration) d'un secteur professionnel qu'il est nécessaire d'analyser au plus près en lien étroit avec cette nouvelle injonction à la participation⁵. Il s'agit

² Cet atelier a été mis en place dans le cadre du projet PICRI (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) intitulé : « Renouveler les pratiques de conception du projet urbain. Renforcer l'écoute entre les professionnels de la ville, les associations et les citoyens en Ile de France », dont j'ai été coordinatrice administrative au titre de ma thèse, de septembre 2008 à mai 2011. Coordinatrice scientifique, A. Deboulet.

³ Basée notamment sur une analyse des appels d'offre et sur des entretiens menés avec différents responsables institutionnels.

⁴ A travers des observations participantes longues (allant de 1 an et demi à 3 ans selon les terrains) et des entretiens réalisés avec les différents participants.

⁵ La plupart des professionnels de la concertation sont architectes et/ou urbanistes. Il existe un déplacement de

ainsi de tenter de saisir la manière dont « la participation publique (...) peut susciter l'apparition de professionnels nouveaux ou induire des changements sensibles dans la définition des savoir-faire professionnels établis ». (BLONDIAU, FOURNIAU, 2011)

Ces acteurs étant au centre de ces dispositifs (tantôt « médiateurs », tantôt « passeurs » ou encore « traducteurs »), à l'interface entre les différents acteurs engagés dans ces dispositifs (destinataires des projets urbains et professionnels de l'urbain au sens large ; maîtrise d'œuvre, élus, services techniques, bailleurs), interroger leurs « positions » et « dispositions » dans l'échange⁶ nous permet de questionner au mieux la notion d'interface entre co-acteurs, et de saisir les compétences en co-présence.

La recherche s'inscrit ainsi dans le prolongement et à l'intersection nous semble-t-il, des travaux sur le « champ » des professionnels de l'architecture et de l'urbain (BIAU, TAPIE, 2011), sur la constitution d'un public (CARREL, 2004), et intègre les recherches sur les savoirs dans les projets urbains⁷.

Dans un premier temps, en partant d'une typologie des équipes en charge de la concertation, nous verrons comment la **pluridisciplinarité des équipes** met à jour des formes de « cohabitation » en interne et en externe. Nous verrons comment l'expertise et la compétence individuelle sont employées dans l'action, au sein du collectif.

Puis, nous analyserons **les cadres d'échanges et les outils/supports utilisés** par ces différentes équipes, laissant entrevoir bien souvent, des pratiques non encore stabilisées et des positionnements divers. Nous verrons comment les dispositions spatiales (qu'elles soient organisées ou non) influent sur la qualité des échanges, révélant des dispositions des acteurs à faire émerger des types de prises de parole.

compétences qui plutôt que de configurer un « secteur » professionnel semble d'avantage le re configurer, présenter des hybridations. Le travail de thèse de Magali Nojon donne à voir, notamment sur la base d'une enquête par questionnaire réalisée entre 2003 et 2005, l'arrivée sur ce marché de l'ingénierie participative des architectes et urbanistes qui remplace les « militants » (anciens chefs de projet et travailleurs sociaux) chargés jusque là de la mise en place et de l'animation des instances participatives.

⁶ Les réflexions sur les « dispositions » des acteurs dans les projets urbains participatifs s'inscrivent dans celles initiées par les chercheurs du programme de recherche Picri « Renouveler les pratiques de conception du projet urbain... », programme que j'ai intégré au titre de ma thèse. Cette recherche collective s'est intéressée entre autre à saisir la dimension « dispositifs/dispositions » en analysant « les points forts des négociations, institutionnelles ou non, autour du projet urbain et la façon dont le renforcement mutuel des capacités d'écoute et des savoirs de l'interaction contribue à la coopération entre acteurs citoyens, élus et professionnels ». Document de présentation, juillet 2008.

⁷ Nous partons notamment des travaux et réflexions issus de deux colloques et d'un article à paraître très prochainement.

. « Savoirs « citoyens » et démocratie participative dans la question urbaine », des 6 et 7 février 2009 à Paris, co-organisé par deux programmes PICRI (Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation) : « Renouveler les pratiques de conception du projet urbain : renforcer l'écoute et la coopération entre les professionnels de la ville, les associations et les citoyens en Ile-de-France » et « Les dispositifs participatifs locaux en Ile-de-France et en Europe : vers une démocratie technique ? »

. « Conflits et écoute. Interroger la coopération sur le projet urbain », des 26 et 27 novembre 2010, co-organisé par le PICRI : Renouveler les pratiques de conception du projet urbain : renforcer l'écoute et la coopération entre les professionnels de la ville, les associations et les citoyens en Ile-de-France » et le GIS (Groupements d'Intérêt Scientifique) : « Participation du Public, Décision, Démocratie Participative ».

. Agnès Deboulet, Khedidja Mamou, « Une expertise citoyenne se construit : le premier projet de rénovation urbaine co-produit. La Coudraie, Poissy, Ile de France », in « Savoirs citoyens et démocratie participative dans les questions urbaines » (Dir.) Agnès Deboulet et Héloïse Nez, Adels/Ed. de la Villette, à paraître 1^{er} semestre 2012.

ANIMATEURS de la concertation : vers une typologie des équipes

Concernant la gestion de l'ingénierie participative sur le projet urbain, les collectivités font souvent appel à des consultants aujourd'hui très divers, pouvant aller de la « boîte de communication », à d'anciens chefs de projet Politique de la Ville, ou de collectifs alternatifs pluridisciplinaires. Pour la majorité ces « collectifs » sont composés de personnes très jeunes (NOJON, 2006) fraîchement arrivées sur le monde du marché, regroupant architectes, urbanistes, paysagistes, et de plus en plus des artistes. Des lors, questionner cet aspect prend toute son importance, à un moment où ces dispositifs participatifs tendent à se généraliser, et où les professionnels se professionnalisent sur la participation. Face à cette nouvelle demande, des professionnels se structurent en équipe, ces compositions se faisant bien souvent de façon improvisée. Le terme « improvisé » soulignant le fait que l'on trouve de plus en plus d'équipes qui se créent de manière ad hoc pour répondre à des appels d'offres sur des projets concertés. La structuration de l'équipe dépendant souvent : des rencontres du moment (avec la volonté de solliciter rapidement une personne que l'on pense pouvoir compléter l'équipe sur une commande donnée), des disponibilités (les commandes se multipliant et devenant des petites commandes, les professionnels multiplient les « contrats »), ainsi que d'une volonté de plus en plus grande de vouloir expérimenter de nouveaux dispositifs à travers le choix des outils retenus.

Aussi, trois profils principaux semblent se dégager de nos terrains de recherche qui peuvent être regroupés autour de trois générations⁸. Cet effet de génération est à ramener à des contextes plus larges (formations, parcours professionnels, parcours militants, expérimentation de projets participatifs, etc.) qui structurent des compétences et des attentes particulières sur le projet urbain participatif.

Les équipes (association, bureau d'études) orchestrées par « l'ancien⁹ » (c'est ainsi que les membres de l'équipe et lui-même se nomment sur un des terrains). Il s'agit de l'acteur qui a multiplié les expériences participatives, qui a connu les débuts du projet urbain participatif et s'est notamment engagé dans des dispositifs Politique de la ville. Cette figure va incarner pendant les réunions et ateliers de travail en groupes une mémoire de l'histoire de la concertation en France, multipliant les exemples de sites d'intervention sur lesquels il aura participé en tant que professionnels. Ces équipes vont principalement valoriser l'échange verbal, faisant des supports graphiques un média apparemment secondaire. Ces équipes s'inscrivent dans une posture de « médiateur », « passeurs », « traducteurs », pointant pour certains, la nécessité de favoriser une « capacitation citoyenne ».

Les collectifs composés de personnes de 35 à 45 ans, toutes indépendantes. Pour la plupart ces personnes exercent en tant qu'architecte libéral ou artiste (intermittent ou auto entrepreneur). Ces collectifs s'inscrivent souvent dans une démarche exploratoire sur les manières de représenter et de co construire une expertise spatiale (multipliant ainsi les registres de la communication visuelle et de l'expérience tactile). On observe que ces collectifs « expérimentateurs » interviennent sur le marché de la concertation, mais aussi sur celui de l'étude de définition (souvent d'ailleurs sur le même processus participatif), et revendiquent fortement leur capacité (et la nécessité ?) à intervenir, par la suite, sur la maîtrise d'œuvre.

⁸ Nous prenons comme point de repère les animateurs principaux de ces dispositifs, ceux qui sont considérés comme référents aux yeux des commanditaires, ceux qui décident des techniques d'animation à adopter.

⁹ Magali Nojon s'est intéressée dans son travail de thèse (NOJON, 2006) au profil « militant d'origine » que je définis dans mon travail autour de la figure de « l'ancien », soulignant d'une part, le fait que des professionnels de plus en plus jeunes intègrent ces dispositifs, se comparant ainsi à l'ancien, en terme d'âge et donc d'expérience, d'autre part, relativement aux techniques d'animations employées qui pourront souvent être qualifiées d'anciennes.

Les chercheurs mettant en place une Recherche Action animée par un jeune diplômé. Il s'agit, pour ces chercheurs, de mêler l'opérationnel à la recherche, en s'engageant dans une démarche à un double niveau : formation et dimension exploratoire. Cette équipe affiche une volonté de co fabrication d'outils avec les futurs destinataires des projets urbains, faisant le pont entre ces destinataires et les représentants des collectivités territoriales, elle vise à créer une commande institutionnelle potentielle. Il est ainsi question, en formalisant un processus participatif non initié par une collectivité territoriale, de faire émerger une demande « habitante » légitime et construite, sans désigner un espace physique d'intervention précis, de la relayer collectivement aux institutionnels afin qu'ils s'en saisissent comme projet d'aménagement futur.

Les animateurs principaux de ces équipes sont tous architecte de formation initiale, urbaniste pour la plupart, et très proches du milieu académique et/ou de la recherche¹⁰. Tous ont eu une expérience dans la participation pendant leurs études d'architecture. Quand ils reviennent sur leur parcours, ils pointent la limite de ces études, soulignant le décalage important entre l'enseignement et la pratique.

On peut synthétiser ainsi les trois dispositifs sur lesquels cette communication s'appuie principalement.

Structure intervenante	Intitulé du dispositif	Marché	Compositions des équipes	Fonctions
Association « figure de l'ancien »	L'Atelier et la Fabrik (plate forme citoyenne)	Concertation, dans le cadre d'un projet d'éco quartier	Responsable de l'association + indépendants et stagiaires	Responsable apparent (appelé ainsi par l'équipe) qui sera le principal animateur. Tous les membres de l'équipe peuvent être appelés à animer les ateliers.
Collectif « figure d'indépendants expérimentés »	L'atelier collectif de définition du projet	Concertation + étude de définition dans le cadre d'un projet d'éco hameau.	Responsable du Collectif + indépendants et stagiaire.	Responsable apparente qui est la principale animatrice. Elle fera appel à un autre animateur quand il s'agira de présenter un point faisant appel à une expertise technique particulière (économiste, paysagiste, spécialiste de l'eau...)
Equipe de recherche « figure de la jeune apprenant »	Atelier de quartier : « Apprendre à travailler ensemble »	Concertation, dans le cadre d'un programme régional de recherche.	Chercheurs + jeune diplômée	Pas de responsable apparent. Une seule animatrice. Les chercheurs observeront les ateliers et assureront un co pilotage moins fréquents au fur et à mesure.

¹⁰ La plupart travaille en lien étroit avec le milieu de la recherche, ont une thèse ou ont commencé une thèse, interviennent dans le cadre de formations universitaires.

Pluridisciplinarité des équipes

Pour l'Association, la pluridisciplinarité n'est pas envisagée exclusivement sur une expertise ou une compétence précise. Dans le choix de la composition de l'équipe, ce qui semble être mis en avant c'est d'abord la multiplicité d'individualités qui permettrait d'approcher une plus grande diversité d'« habitant/usagers/destinataires des futurs projets ». Cette équipe privilégiant avant tout le rapport au terrain s'associera à une autre équipe (Collectif de jeunes indépendants) pour ses compétences particulières à innover à travers l'expérimentation de nouveaux supports lorsqu'il s'agira de développer des outils-supports graphiques. Ainsi, le responsable dira : « je suis un classique moi (...) mais j'éprouve quand même le besoin d'aller travailler avec des petits jeunes, qui testent des choses nouvelles, expérimentent »¹¹.

Pour le Collectif, travailler avec plusieurs disciplines offre la possibilité de dépasser une vision auto centrée sur des pratiques propres. Cette coopération permet une acculturation à différents niveaux. Il s'agit notamment de développer un « langage partagé » dans l'échange évitant ainsi le monopole du langage trop technique régulièrement énoncé, notamment celui de l'architecte. De plus, cette pluridisciplinarité est envisagée comme une occasion (manquée dans le cas du Collectif enquêté) de « repenser les supports pour les rendre plus lisibles »¹², de travailler sur les manières de représenter graphiquement (spatialement) l'espace.

L'équipe de recherche-action ayant fait le bilan d'une expérience antérieure qui n'a pas abouti¹³ a revu la structuration de l'équipe, privilégiant un dispositif le plus « simple » possible. Choissant comme animatrice, référente principale des ateliers, une jeune diplômée habituée du terrain¹⁴, un des objectifs principaux était de travailler sur l'outillage autour du projet urbain (« apprendre à travailler ensemble »). Il s'agissait de laisser place à l'animatrice testant des outils-supports en marchant, lui donnant ainsi le plus d'autonomie possible, et assurant davantage de transparence pour les différents acteurs de terrain.

Modalités de coopérations : entre autonomie et dépendance.

L'analyse des modalités de coopération au sein de ces équipes ramène au jeu classique entre autonomie et dépendance. Il est ainsi question que chacun de ses membres trouve une place en tant qu'individu, et que l'équipe elle-même trouve la sienne en tant que collectif, la valeur « individu » étant tout particulièrement effective dans les domaines qui font appel à des compétences non encore formalisées (CHAMPY, 2011). On observe ainsi des formes de « cohabitations forcées » de compétences multiples qui, entre elles, tentent de s'ajuster. Ces ajustements se faisant parfois aux yeux de tous (habitants-usagers, élus parfois) révèlent des volontés (souvent accompagnées de difficultés) de créer un « référentiel commun d'action collective » (GODIER, 2009), tout en conservant une autonomie propre.

¹¹ Entretien Paris, 29 juin 2011

¹² Entretien Paris, 1^{er} juillet 2011

¹³ Cette première recherche-action a été menée en collaboration avec (et animée par) une association d'experts quelques mois avant. Il serait intéressant de revenir sur les raisons de cette « coopération manquée ». Cette communication ne portant pas directement sur cet aspect, nous pouvons retenir que la principale difficulté a résidé sur des divergences quant aux visées d'un tel dispositif (recherche-action).

¹⁴ Cette personne a notamment réalisé divers travaux académiques (mémoires et diplôme d'architecture) autour des questions de participation dans les projets urbains dans des pays du Sud, faisant de l'exploration du terrain, par le dessin à la main, une démarche privilégiée.

Aussi, on constate que la multiplication des intervenants affaiblit mécaniquement certains rôles. En effet, quelle que soient les équipes, certains acteurs paraissent en position de faiblesse (signifiée par des positions de retraits visibles - répétées ou non - durant les échanges) et semblent avoir des difficultés à faire reconnaître leur activité et leur expertise au sein du système. C'est le cas des professionnels ayant une expertise très technique (économiste, expert dans un domaine précis), loin des savoirs plus généraux des architectes, urbanistes ou paysagistes.

Cette coopération, et ce double positionnement autonomie/dépendance, se joue souvent sur une légitimation de savoirs par rapport à d'autres, à certains moments du processus. Aussi, on observe que certains animateurs (qu'ils assurent la concertation et/ou l'étude de définition) cèdent une partie de leurs savoirs (en grande partie ceux liés à leur formation d'architecte et notamment leurs savoirs techniques) afin d'assurer la fonction d'animateur, et de s'assurer une position apparemment plus neutre dans les débats. Ils céderont d'autant plus facilement une partie de ces savoirs qu'ils sont eux-mêmes en apprentissage, c'est le cas de l'animatrice de l'atelier de Recherche Action ainsi que des stagiaires des autres équipes.

On constate ainsi que lorsque le professionnel devient un animateur privilégiant avant tout l'échange, il met presque totalement de côté ses savoirs techniques tentant (ou en tous cas donnant l'apparence) de ne pas influencer les décisions et laisser la parole aux autres. Mais lorsque ce professionnel se retrouve en situation de « concurrence », et c'est notamment le cas avec les équipes techniques ou la maîtrise d'œuvre, il reprend ses savoirs techniques pour se situer sur un même niveau d'expertise et donner son point de vue.

Episode autour d'un atelier urbain¹⁵ : un habitant expert donne une leçon d'urbanisme aux services techniques de la ville venus présenter des options programmatiques. L'animateur ne cache pas sa satisfaction et va même jusqu'à les interpeller directement en disant parfois "JE ne comprends pas bien" alors que jusque là il disait plutôt : "ON ne comprend pas bien". Dans les deux cas, il fera remarquer qu'il y a incompréhension. Avec le ON, il demandera aux services techniques de traduire en langage moins technique ou d'explicitier un plan. Quand il fera l'usage du JE, il jugera alors en tant que professionnel, laissant entendre que l'incompréhension est liée à la proposition bien plus qu'à la formulation, portant ainsi un jugement sur la qualité des orientations retenues. C'est aussi une manière pour lui de réfuter toute proposition programmatique qui ne seraient pas issue de la concertation et donc indirectement de son propre travail.

Ce type d'épisode arrive souvent lorsqu'un habitant prend la parole pour critiquer de manière très frontale une expertise technique sur le projet urbain. L'animateur semble d'une part se sentir légitime à prendre position en tant qu'expert, faisant montre d'une capacité à passer d'un savoir technique à une compétence relationnelle, d'autre part, il semble détenir, dans l'échange, une ouverture pour « faire prendre le débat » sur un aspect technique. L'animateur interviendra seulement lorsque les « futurs destinataires » s'exprimeront les premiers, jugeant que leurs remarques ne sont pas prises en compte par les services techniques, maîtrises d'œuvre ou bureaux d'études (les professionnelles détenant une expertise technique. Aussi, ces interventions sur des aspects techniques laisseront souvent entrevoir une tension entre une volonté de fabriquer une réelle expertise (rationalité) (LASCOURMES, 2002) et de garantir une flexibilité de l'échange.

¹⁵ Atelier mis en place par l'équipe de l' « ancien ».

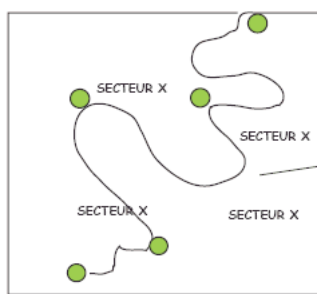
CADRES et OUTILS/SUPPORTS DE L'ÉCHANGE

L'entrée outils/soutiens permet de se placer du point de vue de l'instrumentation (LASCOUMES, LE GALES, 2005) en donnant la possibilité de saisir comment se stabilisent des formes d'actions collectives dans des contextes bien précis. Nous entendons par outils/soutiens les soutiens associés à une démarche et élaborés dans un but et un contexte déterminés, dans le cas qui nous intéresse, celui de « faire participer », de faire « travailler ensemble », de « co produire »...

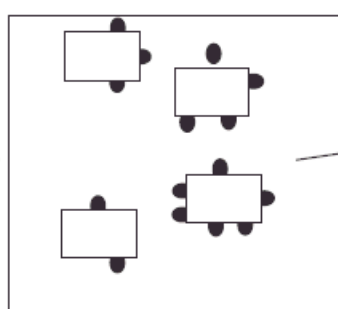
Nous faisons l'hypothèse que ces outils/soutiens sont étroitement liés aux cadres d'échange (choisis ou non) dans lesquels ils prennent place, cadres et outils/soutiens pouvant interférer l'un sur l'autre.

En partant d'une **typologie des cadres d'échanges formalisés**¹⁶ (diagnostic en marchant¹⁷, réunion, atelier en groupes), nous tentons de cerner les pratiques dont ces différents cadres sont les soutiens et de montrer comment les prises de parole dépendent fortement des dispositions spatiales (en temps que configurations spatiales physiques). Dans ce travail de description fine, la modalité d'observation retenue est principalement une ethnographie de l'action s'intéressant autant aux éléments de culture, aux interactions ou aux gestes (PIETTE, 1996), focalisant une attention particulière à ce qui peut paraître de l'ordre du détail.

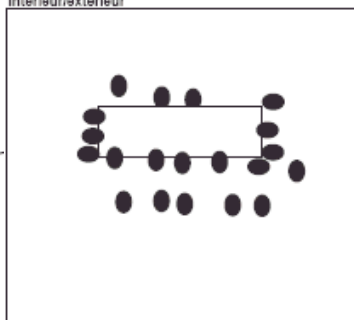
DIAGNOSTIC EN MARCHANT : balade, arpentage...



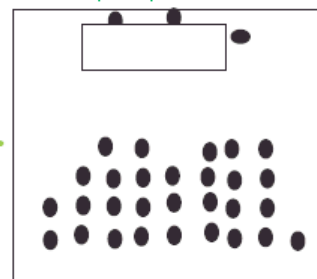
ATELIER DE CO PRODUCTION : Intérieur/extérieur



REUNION DE TRAVAIL EN GROUPE : Intérieur/extérieur



Réunion publique



¹⁶ Dans le sens où ces cadres sont les principaux « retenus » et se répètent d'un processus à un autre, et au fil d'un même processus.

¹⁷ Selon les différents terrains d'études, les termes varieront : diagnostic en marchant, balade, arpentage, etc.

Nous retenons de ces principaux cadres d'échange des configurations spatiales qui influent fortement les positions de chaque participant dans l'échange, et les types de prises de parole, individuel/collectif.

Aussi, les configurations en groupes (principalement les ateliers mais aussi les balades nécessiteront une équipe nombreuse qui devra mettre en place ces « tables », les animer le cas échéant, établir une synthèse ou encore aiguiller le groupe sur un parcours. Ces types de configurations vont générer des prises de parole d'apparence plus libres et moins hiérarchisées, mais poseront de manière pratique la question du mode de recueil de ces paroles (par les chargés de concertation) et de leur traduction pour la suite du processus participatif. Il y aura nécessité d'effectuer autant de synthèses qu'il y aura de groupes et d'avoir une échange collectif par la suite. Ces synthèses seront effectuées par les membres de l'équipe d'animation ou par un participant désigné. On verra qu'après une ou plusieurs tentatives (selon les équipes) de faire faire la synthèse par un porte parole désigné, les équipes préféreront la faire elle-même.

Ainsi, cette configuration ne pourra pas être retenue par l'équipe de recherche-action dont les ateliers ne sont animés que par une seule animatrice. Celle-ci privilégiera seulement des prises de paroles collectives, lui permettant d'animer et de recueillir la parole en même temps. Aussi, le cadre d'échange principal sera-t-il celui de la réunion de travail en groupe. Dans le cas des balades, elle évitera les dispersions du groupe, attendant que tous les participants soient autour d'elle pour continuer l'échange, et orchestrera les prises de parole.

Ces cadres d'échanges, nous l'avons déjà mentionné, sont à considérer en lien étroit avec les **positionnements par rapport aux outils/supports**.

On constate ainsi que les animateurs confirmés, se considérant comme « sachants et rodés » dans le domaine de l'animation de processus participatifs adoptent d'avantage une position de résistance face au changement, dont ils perçoivent sans doute les menaces pour leur savoir-faire traditionnel. De plus, ils sont devenus une référence dans le domaine et remportent souvent les appels d'offre. Les équipes plus jeunes sont, quant à elles, plus souvent dans une posture d'innovation technique, en rupture avec les pratiques antérieures (CHAMPY, 2011).

Dans l'ensemble, on observera un choix¹⁸ **d'aller vers des outils/supports innovants**, l'innovation n'étant pas forcément entendue comme innovation technique, mais bien plus comme une façon de repenser l'échange à travers un support.

Ainsi, l'« ancien » parlera de « non dépassement d'une action routinière » et envisagera la pluridisciplinarité notamment par l'entrée outils en cherchant à s'associer avec des équipes plus jeunes qui font de l'expérimentation une de leurs spécialités. Avant de parler de l'action routinière, il dira au cours de l'entretien : « plus jeunes, on était plutôt des archi testant des outils innovants ». Ce qui nous laisse deux interprétations possibles. Favoriser une prise de position verbale était innovant à son époque. Ou alors, deuxième interprétation : l'innovation technique, lui l'a déjà testée et ça n'a pas fonctionné, laissant entendre que cette quête est inutile, ou en tous cas, pas si aisée. Cette volonté chez lui de s'associer à des « innovateurs » le met dans une posture d'entre deux rendant parfois difficile sa mission. Celle de l'animation verbale (ayant pour objectif de faire émerger des prises de parole collective) et celle de la représentation visuelle du projet (les supports graphiques rendraient plus difficile cette prise de parole collective). Aussi, deux outils sont utilisés : la réunion/débat plus habituelle et l'arpentage. Il justifiera ainsi que : « pour se rendre compte des dimensions

¹⁸ A ce sujet, il serait intéressant d'analyser le degré de liberté laissé par les appels d'offre et par la médiatisation de ce qui serait les « bonnes pratiques » en la matière.

d'un lieu et des enjeux qu'il porte, le meilleur moyen est d'aller en parler sur place ». De plus, l'arpentage comme outil et support principal est selon lui un moyen d'ouvrir la parole à d'autres futurs destinataires du projet qui pourraient se greffer au groupe pendant les balades.

Les collectifs s'inscriront dans une démarche faisant du support expérimental technique une dimension principale de l'échange, montrant dans leurs discours (à travers les entretiens) que le langage visuel peut transcender le langage verbal qui en reste limité. Aussi, ont-ils choisi de multiplier les types d'échange (montage-photos, maquette, jeux, etc.) tout en pensant que la « parole est nécessaire mais à beaucoup de limites ». Selon eux, il y a nécessité à penser comment rendre une parole traduisible sur un support, postulant que plus il y aura de supports différents, plus il y aura de types de prises de parole, voir des « expressions non contrôlées ».

On verra alors que cette multiplication d'outils/supports entrainera une série de mises en scène qui rendra l'ensemble du processus très complexe pour l'ensemble des participants, les futurs destinataires des projets faisant majoritairement état du foisonnement et de l'hétérogénéité des informations inscrites dans les supports.

L'équipe de recherche-action optera pour une simplification maximum des supports (dessins à la main), considérant comme primordial l'homogénéité de certaines caractéristiques (représentations à la main, codes couleurs unifiés, minimum d'informations sur les plans, etc.). L'objectif sera de « garder toujours le même support pour ne pas les¹⁹ perdre ». Cette simplification maximum ajoutera une dimension à l'échange, celle de la production en direct, comme garante d'un échange non contrôlé, « plus naturel ». Ce positionnement sera perçu comme rééquilibrant le déséquilibre experts/profanes souvent pointé dans les capacités à lire des supports complexes. Il sera de plus pensé comme un support d'apprentissage, l'objectif initial étant que les futurs destinataires des projets puissent produire eux-mêmes un support l'expérience participative du groupe.

L'étude de la composition des équipes, des cadres et outils/supports respectivement retenus permet de saisir, dans l'action, les techniques d'animation/concertation en jeu et en mouvement.

De manière générale les équipes semblent conscientes des limites des techniques qu'elles mettent en place et insistent sur la difficulté à les améliorer, pointant clairement la nécessité de se questionner sur les outils/supports de l'échange. Aussi, que le support de l'échange soit verbal ou graphique, la question du recueil de la parole (verbale ou inscrite sur le support) se pose. Les équipes se retrouvent ainsi confrontées, par le choix de leurs outils / supports à des modes de recueil de la parole échangée (ainsi qu'à des types de traitement) chaque fois particuliers. Ici se pose selon nous un enjeu fondamental : quelles paroles l'outil/support légitime-t-il ? Autant celle de celui qui pensera l'outil/support (au sein des équipes de concertation), que celle de celui qui s'en servira au cours de l'échange.

¹⁹ Les futurs destinataires des projets.

BIBLIOGRAPHIE

BERGER, Mathieu, *Répondre en citoyen ordinaire. Enquête sur les "engagements profanes" dans un dispositif d'urbanisme participatif à Bruxelles*, Thèse, Université Libre de Bruxelles, 2009.

BIAU Véronique, TAPIE, Guy, (sous la dir. de), *La fabrication de la ville, Métiers et organisations*, Parenthèses, 2009, 217 p.

BLONDIAUX, Jean-Michel FOURNIAU, *Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ?*, *Participations*, 2011/1 N° 1, p. 8-35.

CARREL, Marion, *Faire participer les habitants ? LA politique de la ville à l'épreuve du public*, Thèse, Univ Paris V, 2004, 419 p.

CARREL, Marion, NEVEU, Catherine et ION, Jacques (sous la dir. de), *Les intermittences de la démocratie, Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 2009, 310 p.

CHAMPY, Florent, *Nouvelle théorie sociologique des professions*, PUF, Le lien social, PUF, 2011, 298 p.

LASCOUMES, Pierre, *L'expertise, de la recherche d'une action rationnelle à la démocratisation des connaissances et des choix*, *Revue française d'administration publique*, 2002/3 no103, p. 369-377. DOI : 10.3917/rfap.103.0369

LASCOUMES, Pierre, LE GALES, Patrick, *Gouverner par les instruments*, Les Presses de Sciences Po, 2005, 369 p.

NOJON, Magali, *Quand la démocratie se professionnalise. Enquête sur les experts de la participation*, Thèse à l'université de Lille 2, 2006.

PIETTE, Albert, *Ethnographie de l'action. L'observation des détails*, Ed. Métailié, Paris, 1996, 202 p.